



Archives de sciences sociales des religions

165 | janvier-mars 2014
Les capitales catholiques

Des œuvres catholiques dans la ville : Bruxelles, 1900-1940

Catholic charities in the city: Brussels 1900-1940

Obras católicas en la ciudad: Bruselas, 1900-1945

Claudine Marissal



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/25811>

DOI : 10.4000/assr.25811

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 mars 2014

Pagination : 185-203

ISBN : 978-2-7132-2431-7

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Claudine Marissal, « Des œuvres catholiques dans la ville : Bruxelles, 1900-1940 », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 165 | janvier-mars 2014, mis en ligne le 20 février 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/25811> ; DOI : 10.4000/assr.25811

Claudine Marissal

Des œuvres catholiques dans la ville : Bruxelles, 1900-1940

Nous essaierons de pénétrer dans les familles des Marolles pour y introduire avec nous l'amour du Bon Dieu. [...] Ce sont de pauvres humains, vivant dans des caves et des mansardes. Mais ils se drapent dans leur dignité de Marolliens ¹.

Comme toutes les villes, Bruxelles est durant la première moitié du ^{xx}e siècle le terrain d'action de nombreuses œuvres de bienfaisance, souvent catholiques, qui interviennent dans de multiples facettes de la vie quotidienne. Lieux d'encadrement des classes potentiellement dangereuses, ces œuvres représentent un merveilleux terrain d'observation des interactions entre les élites et les milieux populaires. Lieux de propagande politique et religieuse, elles sont l'objet d'âpres luttes d'influence qui les placent à la croisée de l'histoire sociale et politique. Concentrées dans les quartiers populaires et ouvriers, elles apportent une intéressante contribution à l'histoire de l'intégration sociale des populations urbaines précarisées. À l'aube du ^{xx}e siècle, Bruxelles est une ville administrative, commerçante et industrielle en pleine mutation démographique, entourée de villages en voie d'urbanisation. Elle compte plus d'un demi-million d'habitants. Politiquement, c'est une ville de tradition libérale, avec des quartiers populaires et ouvriers qui favorisent à la fin du ^{xix}e siècle l'émergence de courants politiques anticléricaux, contestataires et socialistes (Parti ouvrier belge). Mais elle est entourée de localités encore largement rurales qui restent dominées par le Parti catholique. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la ville approche le million d'habitants et a intégré plusieurs communes périphériques. L'hégémonie politique des libéraux s'est fragilisée à la suite des modifications du système électoral qui ont favorisé l'émergence des partis politiques minoritaires et la percée du Parti ouvrier (suffrage universel masculin en 1918 ; suffrage féminin municipal en 1920). En 1939, les libéraux gèrent encore les communes bruxelloises les plus urbanisées, souvent en association avec les socialistes, tandis que l'influence des catholiques, après une légère percée au lendemain de la Première Guerre mondiale, se reconcentre dans les localités encore partiellement rurales. Dans ce

1. Entraide des travailleuses, cahier manuscrit, v. 1937.

contexte, Bruxelles est durant la première moitié du XX^e siècle le terrain de rudes luttes d'influence entre les trois grands partis qui se partagent le pouvoir en Belgique, et qui entendent garantir leur assise politique dans la ville (C. Kesteloot *et alii*, 1996), et dans les lieux de prise de décision qui se concentrent dans la capitale. Au-delà des luttes politiques, Bruxelles souffre de profondes inégalités sociales. Le XIX^e siècle a connu des bouleversements économiques et sociaux qui ont favorisé l'émergence d'un prolétariat surexploité et misérable, concentré dans les villes, vivant et travaillant dans des conditions très médiocres. Ces inégalités suscitent des tensions, des conflits parfois violents et de nombreux débats sur les stratégies de contrôle et de pacification sociale. Pour limiter l'intervention de l'État en matière sociale, les dirigeants catholiques et libéraux encouragent pendant longtemps l'action philanthropique qui apaise les tensions en venant en aide aux plus démunis de manière ponctuelle et individuelle, tout en assurant un contrôle sur leur manière de vivre. Très nombreuses et clairement conçues comme des lieux de pacification sociale, une multitude d'œuvres privées encadrent les populations urbaines nécessiteuses (M.-S. Dupont-Bouchat, 1994). Les catholiques y trouvent un point d'ancrage dans la ville. Ils entendent moraliser les milieux pauvres et ouvriers et diffuser parmi eux l'esprit de prévoyance, mais surtout des modes de vie conformes à la morale chrétienne. À la fin du XIX^e siècle, la plupart des sociétés mutualistes et des œuvres philanthropiques (souvent rebaptisées « œuvres sociales ») sont catholiques. Mais ce monopole est menacé par la percée du mouvement ouvrier socialiste et du Parti ouvrier belge qui développent leur propre réseau d'organisations sociales. Les troubles sociaux qui éclatent en Belgique à la fin du XIX^e siècle induisent une évolution dans la prise en compte de la question sociale. Sous la pression de la rue et du mouvement ouvrier, les décideurs politiques initient de premières politiques sociales qui s'étendent considérablement durant l'entre-deux-guerres (G. Vanthemsche, 1994). Mais contrairement à d'autres pays, l'intervention de l'État ne diminue pas en Belgique le rayonnement des œuvres privées, bien au contraire. Les nouvelles politiques publiques s'appuient sur un vaste réseau d'organismes privés qui servent de relais auprès des bénéficiaires de l'action sociale. Défendu par les catholiques et une partie des libéraux profondément hostiles à l'étatisation de la protection sociale, ce système qui associe le public et le privé garantit le soutien de l'État à des organisations qui conservent un caractère politique ou religieux très marqué. L'insécurité d'existence devient « l'enjeu d'une formidable lutte entre forces rivales de la société belge. Les forces qui maîtriseraient la protection sociale exerceraient une influence décisive sur la société dans sa totalité » (G. Vanthemsche, 1994 : 15). Dans ce contexte, les œuvres sociales deviennent durant l'entre-deux-guerres de véritables outils de pouvoir et de contrôle social. Les œuvres de l'enfance qui se développent dès la fin du XIX^e siècle pour lutter contre la mortalité infantile offrent un exemple significatif de ces luttes d'influence. Nées à Bruxelles, elles prennent rapidement de l'ampleur et obtiennent durant l'entre-deux-guerres un soutien important de l'État. Replacées dans la

perspective de la capitale, elles permettent de mettre en évidence les stratégies élaborées par les catholiques pour investir les lieux de pouvoir. Au niveau local, elles montrent les enjeux des œuvres sociales, et les priorités que les catholiques ont voulu leur donner dans une ville en proie à la déchristianisation. L'étude de cas d'une association installée en plein cœur d'un quartier populaire bruxellois, l'Entraide des travailleuses, permettra en outre de confronter les objectifs apostoliques à la réalité des modes de vie urbains.

Lutter contre la mortalité infantile

À la fin du XIX^e siècle, la mortalité infantile est encore effrayante en Belgique. Près de 20 % des nourrissons meurent encore avant d'avoir atteint leur première année, et les enfants sont encore nombreux à décéder avant l'âge de cinq ans. Au début du XX^e siècle, un mouvement se développe progressivement dans plusieurs pays pour lutter contre une mortalité désormais jugée inacceptable (C. Rollet, 1997). En Belgique, ce mouvement se structure autour de quelques médecins gagnés aux idées pastorales. En collaboration avec des femmes philanthropes, ils créent quelques œuvres, les consultations de nourrissons ou Gouttes de lait, qui visent à assurer le suivi médical préventif gratuit des jeunes enfants, à apprendre aux jeunes mères les nouveaux préceptes de l'hygiène, à encourager l'allaitement maternel et, parfois, à distribuer du lait ou d'autres secours (C. Marissal, 2014). Même si l'accent n'est pas placé partout sur les mêmes priorités, ces associations, qui mettent en pratique trois des objectifs sociaux et sanitaires valorisés en cette fin de siècle (l'enseignement de l'hygiène, la médicalisation de la société et l'éducation des femmes à leurs rôles familiaux) connaissent un grand succès. Lutter contre la mortalité infantile est partout considéré comme une urgence, quelles que soient les conceptions politiques ou philosophiques des dirigeants politiques. La première consultation de nourrissons belge s'établit à Bruxelles en 1897. En 1913, on en compte près d'une centaine pour l'ensemble du pays, installées pour la plupart dans des localités urbaines. À la veille de la Première Guerre mondiale, un quart des consultations sont situées dans l'arrondissement de Bruxelles et suivent plus de 2 000 enfants. Pendant la Première Guerre mondiale, elles connaissent un formidable essor grâce au soutien du Comité national de secours et d'alimentation qui organise le ravitaillement du pays paralysé par la guerre. En 1918, plus de 900 consultations accueillent en Belgique plus de 90 000 enfants. Après la guerre, le principe de la protection sanitaire du jeune enfant est inscrit dans la loi et un organisme officiel, l'Œuvre nationale de l'enfance (ONE), est spécialement créé à cet effet. L'ONE, qui dépend directement du Gouvernement, contrôle et finance durant l'entre-deux-guerres une multitude d'œuvres de protection maternelle et infantile. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, 1 400 consultations de nourrissons desservent environ 800 localités. La démographe Godelieve Masuy-Stroobant estime qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, environ 20 % des enfants âgés de moins d'un an y sont suivis de manière plus ou moins prolongée.

Cette proportion s'élèverait à 40 % à la veille de la Deuxième Guerre mondiale et atteindrait même 75 % dans les années 1970 (G. Masuy-Stroobant, 1983 : 247) avant de décliner progressivement à l'avantage de la médecine privée. Les consultations obtiennent surtout une large assise auprès des populations urbaines : initiées à Bruxelles, elles se déploient ensuite dans les zones industrielles et densément peuplées qui concentrent des populations ouvrières particulièrement visées par les initiateurs de la protection infantile. En 1939, près de 10 % des consultations de nourrissons (plus de 120) sont implantées dans l'agglomération bruxelloise. Ces œuvres sociales sont conçues comme des lieux d'éducation et de moralisation des femmes des milieux populaires et ouvriers. Ce sont des lieux de rencontre entre les classes sociales, où transitent et se transmettent des normes sociales. Les mères sont observées et conseillées par des médecins et des dames patronnesses et, après la Première guerre, par des infirmières visiteuses qui veillent à leur inculquer des valeurs d'ordre, de propreté et de prévoyance. Des visites à domicile, conçues sur le modèle des pays anglo-saxons, sont réalisées par des visiteuses bénévoles avant la guerre, par des infirmières visiteuses rémunérées et spécialement formées à l'action sociale après la guerre. Ces visites se font à l'improviste pour obliger les mères à veiller à tout moment à la tenue de leur ménage et à soigner leurs enfants selon les prescriptions reçues à la consultation. De par leur couverture et leurs méthodes, les consultations de nourrissons représentent clairement un formidable outil de propagande pour « éduquer » et « domestiquer » les familles et en particulier les femmes. Elles s'inscrivent sans conteste dans le mouvement général d'encadrement des masses qui caractérise l'entre-deux-guerres (M. Reynebeau, 1994). Elles répondent à l'analyse que Jean-Pierre Dozon et Didier Fassin ont proposée pour les politiques de santé publique et constituent aussi « une vaste entreprise d'acculturation menée par les états occidentaux à l'endroit de leurs propres populations [...] mêlant à des doses variées techniques de contrainte et techniques de persuasion » (J.-P. Dozon, D. Fassin, 2001 : 346). Elles attisent dès lors la convoitise des principaux partis politiques, et des catholiques en particulier.

L'enjeu pour les catholiques

Pour les catholiques, qui redoutent le suffrage universel masculin et ont réclamé le suffrage féminin (introduit en 1920 au niveau municipal) pour atténuer ses effets, l'encadrement des femmes est une urgence (I. Gesquière *et alii*, 1994). Depuis la fin du XIX^e siècle, ils développent de nombreuses initiatives pour grouper, éduquer et christianiser les femmes des milieux populaires et ouvriers (A. De Decker, 1994 ; D. Keymolen, 2001). Considérant la ville comme un haut lieu de la déchristianisation, ils recherchent aussi des points d'ancrage dans l'espace urbain. Car la ville encourage des modes de vie contraires au modèle de la famille chrétienne. À partir des années 1870, les taux de natalité amorcent un déclin continu en Belgique, et ce sont les zones industrielles et urbaines qui

sont le plus précocement touchées. En 1910, à Bruxelles-Ville, plus de 40 % des femmes âgées de 18 à 65 ans sont célibataires, ce qui s'explique en partie par la présence d'une importante domesticité, mais aussi par la pratique courante du concubinage. Bruxelles, c'est aussi l'hégémonie du libéralisme, la montée du socialisme, les écoles laïques, le travail rémunéré des femmes en dehors du cadre familial (notamment dans le secteur des bureaux), les loisirs (cinéma, danse), la mode (pensons à la Garçonne), etc., et c'est aussi le berceau du féminisme². Les catholiques, qui entendent lutter contre la déchristianisation, contrer l'hégémonie politique des anticléricaux, restaurer la famille chrétienne et maintenir la paix sociale, voient dans les œuvres de l'enfance une formidable opportunité d'assurer, parmi d'autres moyens bien sûr, leur ancrage dans la ville. Par leur intermédiaire, ils espèrent convaincre les populations ouvrières de l'importance des rites et de l'éducation religieuse, du mariage chrétien, des rôles différenciés pour les hommes et les femmes (ces dernières devant s'investir avant tout dans la maternité et la vie familiale). Si les mères doivent prendre soin du corps de leur petit enfant, elles doivent aussi leur inculquer la foi chrétienne dès leur plus jeune âge. Et il faut aussi, bien sûr, qu'elles votent pour les catholiques. « Gardez nos femmes de l'influence socialiste », souligne le chanoine Belpaire en 1939 devant plusieurs centaines de déléguées de consultations de nourrissons catholiques³. Mais ce qui focalise sans doute le plus la crainte des catholiques, c'est que les femmes puissent être informées des méthodes contraceptives car les socialistes, favorables à la planification des naissances, créent durant l'entre-deux-guerres de premières consultations conjugales. Conformément aux injonctions pontificales, répétées dans les encycliques de Pie XI *Casti Connubii* (1930) et *Quadragesimo Anno* (1931), les consultations catholiques doivent au contraire glorifier les familles nombreuses et soutenir les femmes découragées par des grossesses successives. Le chanoine Belpaire déclare encore :

Oseriez-vous dire que les femmes qui viennent à votre consultation sont fières d'attendre un petit enfant ? Ne sont-elles pas la risée de leurs voisines, parce qu'elles sont enceintes ? Le comité doit s'intéresser au sort qui est fait à la future mère. [...] On se moque d'elle ? Allez la consoler. Elle a peur ? Allez lui donner confiance. [...] En cherchant à améliorer le sort de l'enfance par des moyens inutilement compliqués et coûteux, on peut porter certaines familles à devenir avares lorsqu'elles sèment la vie, parce qu'elles ne peuvent faire face à de si lourdes charges. Semons inlassablement la confiance⁴.

Pour défendre les valeurs familiales fondamentales du catholicisme, les catholiques élaborent dès lors différentes stratégies pour contrôler les œuvres de l'enfance.

2. Nous ne reviendrons pas sur ces différents points déjà développés par C. Jacques dans son propre article.

3. Vie féminine, archives SMI, n° 117, réunion nationale des déléguées des consultations des LOCF, 1939, causerie du chanoine Belpaire.

4. *Idem*.

Catholiciser la gestion des œuvres

Créées par des médecins hygiénistes, les œuvres de protection sanitaire du jeune enfant n'ont pas à l'origine un caractère politique ou philosophique bien marqué. Avant la Première Guerre mondiale, les consultations de nourrissons sont coordonnées par la Ligue nationale belge pour la protection de l'enfance du premier âge (1903), à l'assise bruxelloise, fondée et dirigée par des médecins hygiénistes qui veillent à lui donner un caractère pluraliste : ses membres représentent les principaux courants politiques et religieux du pays. En principe, les consultations affiliées à la Ligue sont aussi politiquement et philosophiquement neutres. Même si quelques-unes dérogent à ce principe, l'enjeu politique semble encore faible comparé à l'enjeu social et sanitaire. Mais dès 1913, on trouve une première trace de l'intérêt qu'elles suscitent sur le plan religieux dans quelques lettres du médecin catholique V. Possemier qui envisage de « catholiciser » la Ligue et espère obtenir l'appui du cardinal Mercier⁵. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, en 1919, la Ligue cède la place à l'ONE. Dès le dépôt du projet de loi portant sur la création de cet organisme officiel, le cardinal Mercier s'informe de ses orientations. Les réponses qu'il obtient révèlent l'inquiétude de plusieurs personnalités catholiques influentes, qui craignent que l'ONE n'encourage des œuvres pluralistes aux dépens des œuvres catholiques. Certains vont même jusqu'à évoquer un projet « supérieurement et sataniquement imaginé⁶ ». Les catholiques réussissent dès lors à obtenir deux concessions importantes : la loi obligera l'ONE à travailler en étroite collaboration avec des œuvres privées et l'obligera à financer toutes les œuvres qui répondront aux conditions d'agrément, sans que l'ONE ne puisse se prononcer sur leur opportunité (par exemple en cas de proximité immédiate d'une autre œuvre). Telle quelle, la loi donne une impulsion sans précédent à l'initiative privée, aux frais de l'État, et donne libre cours à une concurrence acharnée entre des œuvres de différentes tendances politiques ou confessionnelles. La loi de 1919 confie par ailleurs la gestion de l'ONE à un conseil composé de 40 membres dont la composition politique suscite immédiatement les convoitises. Là aussi, l'influence des catholiques se fait sentir. Le premier conseil de l'ONE, qui associe les principales forces politiques du pays (catholiques, libéraux et socialistes), reflète le souci d'union nationale qui caractérise la politique belge dans l'immédiat après-guerre. Cependant, on y compte dès son installation une majorité de personnalités catholiques, et ce déséquilibre persistera jusqu'à la fin de l'entre-deux-guerres. Ce sont aussi des catholiques qui occupent jusqu'en 1940 la direction générale, le secrétariat général et la présidence (à partir de 1921) de l'ONE. Le nouvel organisme prend dès lors des orientations conformes aux valeurs familiales du catholicisme, ce qui se

5. Archives Archiépiscopeales de Malines (AAM), archives Cardinal Mercier, VI-14 ; XXIII-118 et archives Chapitre Saint-Rombouts.

6. AAM, archives Cardinal Mercier, VI-26, note d'Isidore Maus, directeur général de l'Office de la protection de l'enfance au Ministère de la Justice, 1919.

traduit notamment par la diffusion d'un discours très conservateur sur les rôles féminins. Alors que durant l'entre-deux-guerres, on assiste à une progressive émancipation des femmes sur les plans politique, éducatif et professionnel, l'ONE devient un lieu d'expression de l'antiféminisme. Elle décourage l'expansion des crèches accusées de séparer les jeunes enfants de leur mère, reste silencieuse pour tout ce qui concerne l'éducation sexuelle, le planning familial et les risques liés aux grossesses multiples et trop rapprochées. Par le biais de sa revue, et particulièrement sous la plume de la journaliste et écrivaine catholique Jeanne Cappe, elle s'emporte contre toute émancipation considérée comme contraire aux intérêts de l'enfant. Elle prône une instruction différenciée pour les filles et les garçons, critique l'ouverture des lycées pour les jeunes filles, s'oppose au travail des mères et des femmes, notamment dans le secteur des bureaux, valorise le rôle de la mère au foyer et s'emporte contre les revendications féministes qui « dénatureraient » la femme. Pour J. Cappe, « l'instinct féminin de l'obéissance, d'un royal esclavage est mieux qu'un droit. C'est un privilège, un don providentiel ⁷ ». Des organisations catholiques essaient en outre de contrôler les comités des œuvres locales. Les Ligues ouvrières chrétiennes féminines (LOCF), fondées au lendemain de la guerre, encadrent durant l'entre-deux-guerres des dizaines de milliers de femmes des milieux ouvriers. Soucieuses d'assurer leur influence sur les consultations de nourrissons, elles organisent en 1927 un Service maternel et infantile chargé d'encourager la création de consultations de nourrissons et de consultations prénatales au sein des ligues de femmes, et de s'attacher les consultations catholiques autonomes. Pour atteindre cet objectif, ce service organise des réunions de coordination, des formations, et d'autres manifestations qui sont l'occasion d'échanger des expériences et de former les actrices locales, mais aussi de discuter de matières morales et religieuses (commentaires des encycliques, fonction du mariage chrétien, devoir de procréation, éducation religieuse, rôle apostolique des femmes, etc.). Ces réunions insistent aussi sur l'enjeu politique et apostolique des œuvres de l'enfance catholiques qui doivent participer à la rechristianisation de la classe ouvrière. Les LOCF entendent aussi persuader de la nécessité de former un front uni contre les œuvres d'autres tendances politiques. En 1939, les LOCF (et leurs homologues flamandes les *Kristelijke Arbeidersvrouwengilden*) parviennent à coordonner près de 30 % des consultations de nourrissons (dont 28 dans l'arrondissement de Bruxelles). Une autre initiative, qui émane des autorités religieuses elles-mêmes, vient s'interposer dans ce processus. En 1928, la Conférence internationale des œuvres catholiques de bienfaisance de Bâle appelle à fonder dans chaque pays un réseau des œuvres sociales catholiques, afin de contrecarrer l'influence des organisations neutres ou pluralistes ⁸. Les catholiques belges répondent à cet appel. En 1932, ils fondent l'Office

7. Cappe J.-L., « En marge d'une enquête sur la femme émancipée », *Revue de l'ONE*, juillet 1927, p. 685.

8. AAM, archives Cardinal Van Roey, dossier Office catholique d'hygiène, d'assistance et de service social.

catholique d'hygiène, d'assistance et de service social (*Caritas Catholica*), qui vise à assurer la cohésion et la défense des œuvres catholiques belges. Initié par des catholiques conservateurs et placé sous l'autorité de l'archevêque de Malines, l'Office entend notamment grouper toutes les œuvres de protection infantile et maternelle catholiques (consultations, crèches, pouponnières, garderies, etc.). En 1939, ce regroupement devient effectif, malgré les protestations des œuvres locales (et des LOCF) qui rechignent à perdre leur autonomie. La coordination des œuvres catholiques a en effet manifestement des difficultés à s'imposer. Le monde catholique n'est pas homogène, loin s'en faut, et des dissensions apparaissent notamment entre le mouvement ouvrier chrétien et la fraction catholique conservatrice⁹. Des œuvres catholiques se développent par ailleurs de manière autonome, à l'initiative de l'une ou l'autre personnalité, de l'une ou l'autre paroisse, et elles ne semblent guère disposées à céder leur autonomie au profit d'une coordination dont elles ne perçoivent pas vraiment l'intérêt. Les comités locaux reçoivent directement leurs subsides de l'ONE, qui elle-même n'encourage guère un réseau qui nuirait à sa propre autorité. Quels qu'en soient les résultats, ces tentatives de coordination montrent tout l'intérêt que les groupements catholiques portent aux œuvres de l'enfance. La formation des infirmières devient par ailleurs aussi une priorité. Une personnalité catholique le souligne en 1921 :

Les congrégations religieuses, les personnes dévouées aux œuvres ne peuvent se désintéresser de la formation des infirmières. Elles ne peuvent se laisser distancer sur ce nouveau champ de bataille sans courir le risque de se voir imposer bientôt dans leurs propres organisations, dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les œuvres sociales, des sujets indésirables hostiles mais formés à temps¹⁰.

En 1924, une section des infirmières catholiques belges est créée au sein de la Fédération nationale des infirmières belges. En 1932, l'Association des infirmières catholiques de Belgique voit le jour. Elle regroupe toutes les associations catholiques d'infirmières de Belgique. Ces associations ont pour objectif de former une réserve de recrutement d'infirmières de confiance. L'École catholique de service social organise par ailleurs des formations qui s'adressent aux femmes désirant s'investir dans l'action sociale. Ces formations les initient aux notions d'assistance sociale, mais insistent aussi sur le fondement religieux de leur action. Les catholiques veillent également à s'associer des médecins catholiques.

La politisation des œuvres de l'enfance

Dans ce contexte, les œuvres de l'enfance, fondées à l'origine pour lutter contre la mortalité infantile, font souvent passer l'enjeu sanitaire au second plan.

9. Vie féminine, archives SMI, Caritas Catholica, n° 1.

10. AAM, archives Cardinal Mercier, VI-3, note anonyme concernant le programme des études d'infirmières, v. 1921.

Des consultations d'obédiences différentes (catholiques, socialistes, pluralistes...) se disputent les mères d'une même localité alors que d'autres localités restent dépourvues de consultations. Les catholiques utilisent les œuvres de l'enfance pour contrer le socialisme et (re)christianiser les masses ouvrières. Leurs consultations font la publicité pour l'enseignement catholique, les mouvements de jeunesse catholiques, la mutualité catholique, le syndicat catholique, etc. Les LOCF se lancent avec fougue dans la création d'œuvres catholiques, pour contrer les œuvres développées par leurs rivales, les Femmes prévoyantes socialistes. Car les socialistes, de leur côté, veulent lutter contre les œuvres catholiques et gagner les femmes au socialisme via leurs propres œuvres. Anna Beldé, secrétaire des LOCF pour l'arrondissement de Bruxelles, témoigne de cette course de vitesse :

Dans la même commune, une consultation socialiste s'ouvrira le 2 mai prochain ! On y est allé en toute vitesse, pour être avant les socialistes... mais l'installation n'était pas fameuse ! Sans préparation, rien du tout. Voulez-vous donc transmettre cette demande d'agrégation au plus vite possible¹¹ ?

Souvent, le clergé propose d'intervenir quand une consultation socialiste ouvre ses portes. Cette situation est à l'origine de nombreuses critiques. De la part des socialistes, qui évoquent les comités locaux des consultations de nourrissons comme « des pépinières de propagandistes cléricales¹² » et l'ONE comme « une machine de guerre » dirigée contre eux¹³. Selon le député socialiste Guillaume Melckmans, 80 % des consultations seraient établies dans des locaux au caractère religieux ou politique indiscutable, et 90 % des membres des comités seraient des personnalités s'occupant notoirement de politique¹⁴. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, le docteur Lucien Garot constate dans un rapport déposé à l'ONE que « dans les grands centres, les infirmières se livrent entre elles des luttes épiques à coup de primes. Elles sont davantage occupées à s'arracher mutuellement des enfants et à expliquer aux familles les bénéfices en nature à retirer de la fréquentation de leur œuvre qu'à remplir leur rôle de puéricultrices¹⁵ ». Des inspectrices de l'ONE elles-mêmes s'inquiètent en 1940 des « démarches répétées allant jusqu'à l'indiscrétion, critiques injustifiées contre les médecins d'œuvres concurrentes, rivalité entre les infirmières visiteuses, usage de pression politique [...] C'est la lutte. C'est à qui offrira le plus ; quant à l'intérêt médical, il est ici au second plan¹⁶ ». Certains catholiques font d'ailleurs le même constat : en 1937, le médecin catholique R. Blanpain porte un jugement sévère sur les œuvres catholiques qu'il qualifie de médiocres :

11. Vie féminine, archives SMI, archives des consultations dans les fédérations, Fédération de Bruxelles, n° 1, lettre d'Anna Beldé à M.-L. Janssens, 23/4/1932.

12. *L'Action communale et provinciale*, novembre 1921, p. 135.

13. *L'Action communale et provinciale*, juillet-août 1923, p. 153.

14. Documents parlementaires, Chambre des Représentants, session 1922-1923, p. 1424-1429.

15. Carhif, archives ONE, procès-verbal du bureau du Conseil supérieur des œuvres de l'enfance, 16/1/1939.

16. Carhif, archives ONE, procès-verbal du Comité médical supérieur, 27/1/1940.

Alors que la loi voulait faire de ces œuvres un mécanisme de prévention en faveur de l'enfance, fin suffisante en elle-même, l'initiative catholique, très souvent, a peu à peu oublié cette fin et a eu une fâcheuse tendance à y voir des moyens tactiques de... propagande¹⁷.

Il réclame une réorganisation des consultations catholiques et une amélioration de leur qualité au plan sanitaire. Mais son intervention n'est pas gratuite : le docteur Blanpain soutient le projet de fédération des œuvres de l'enfance en cours à l'Office catholique d'hygiène et d'assistance dont il deviendra d'ailleurs le président de la section francophone en 1939. À plusieurs reprises, les parlementaires socialistes tenteront durant l'entre-deux-guerres de faire réviser la loi, mais sans succès. Les catholiques, soucieux de défendre leurs œuvres sociales, et certains libéraux hostiles à toute forme d'étatisation, parviendront à contrer les velléités de changement.

Des œuvres dans la ville

Dans ce contexte de grande concurrence, les œuvres de l'enfance prennent une place particulière dans la ville. Le soutien financier de l'État leur donne un grand essor et elles touchent une proportion importante des jeunes mères, surtout celles des quartiers ouvriers urbains. Alors que l'objectif sanitaire incitait au contrôle des pratiques parentales, l'objectif politique et religieux pousse finalement à la séduction des populations urbaines. Si les consultations veulent convaincre, elles doivent plaire, car rien n'empêche les femmes de se rendre dans l'œuvre concurrente. Il faut que les mères ressentent l'envie ou la nécessité d'y présenter leur enfant et évaluent positivement les services offerts. Les jeunes mères deviennent dès lors l'objet d'une grande sollicitude. Les œuvres sont à leur écoute et cherchent à les aider pour établir un climat de confiance. De par leurs horaires, elles privilégient le plus souvent volontairement les enfants dont les mères ne travaillent pas et ont le temps de consacrer parfois plusieurs heures par semaine pour venir présenter leur enfant à la consultation. Pour ces femmes qui vivent à l'écart des contacts professionnels, c'est l'occasion de sortir de chez elles, de rencontrer d'autres femmes et de briser l'isolement social ; c'est un lieu où elles peuvent parler, échanger leurs impressions ou leurs expériences avec d'autres mères, se donner mutuellement des conseils de manière informelle. Les consultations de nourrissons représentent dès lors un lieu de structuration du « temps mort » des femmes dans la ville. Elles s'avèrent un lieu de convivialité qui permet de briser la solitude. C'est par ailleurs avec les jeunes mères que les travailleuses sociales discutent des difficultés familiales et qu'elles cherchent des solutions. C'est par leur intermédiaire que de nombreuses familles reçoivent une

17. Vie féminine, archives SMI, n° 110, notes sur les consultations de nourrissons et les crèches, rapport du Dr Blanpain, 1937.

aide médicale gratuite ou des secours qui peuvent momentanément améliorer leur quotidien, ou qu'elles sont mises en relation avec les organismes d'aide sociale qui se déploient durant l'entre-deux-guerres. Les consultations font dès lors figure de lieu d'intégration sociale. Elles participent à résoudre les problèmes familiaux et permettent aux familles ouvrières de bénéficier des droits et avantages offerts par les nouveaux dispositifs de la protection sociale. Les consultations de nourrissons représentent aussi un lieu de changement social pour les femmes qui, comme les dames patronnesses, y assurent une activité bénévole. Elles aussi y trouvent un lieu de sociabilité, de prise de parole, de responsabilité et de formation à l'action sociale. Ces organisations, souvent hostiles au féminisme, incitent paradoxalement les femmes à réfléchir à leur condition et à adopter des rôles moins conformes aux rôles sexués qui sont valorisés. Selon Lucie Piché, qui analyse l'apport de la Jeunesse ouvrière féminine chrétienne dans les milieux ouvriers canadiens, les associations sociales catholiques favorisent « l'émergence de citoyens engagés qui vont bientôt exprimer des demandes en faveur du changement social » (L. Piché, 2003 : 2). Pour asseoir leur visibilité, les œuvres de l'enfance organisent par ailleurs des actions dans l'espace public. Dans une perspective d'apostolat, les consultations catholiques organisent de nombreuses fêtes au caractère religieux très marqué, qui constituent autant d'occasions d'exposer la foi religieuse dans la ville : les enfants sont bénis lors de cérémonies collectives, les catéchistes organisent des spectacles, des processions parcourent les rues, les mères et leurs enfants posent pour la photo devant le parvis de l'église, etc. La fête des mères est aussi l'occasion de valoriser les familles nombreuses. Ces fêtes peuvent rassembler des centaines de femmes accompagnées de leurs nourrissons et participent à la glorification de la fonction maternelle. Quel bilan pouvons-nous tirer des consultations sur le plan sanitaire, qui était à l'origine l'objectif prioritaire ? Les taux de mortalité infantile amorcent un déclin dès le début du XX^e siècle, mais les causalités restent incertaines et le rôle des consultations de nourrissons difficile à évaluer. Le manque de données statistiques fiables rend impossible toute analyse objective de l'efficacité des œuvres et il s'avère hasardeux d'attribuer la diminution de la mortalité infantile à la couverture de plus en plus importante des consultations de nourrissons. En 1939, l'ONE elle-même s'interroge sur leur efficacité. À Amsterdam, le taux de mortalité infantile serait de 3 %, avec vingt-deux consultations de nourrissons. À Bruxelles, il serait de 10 % avec cent vingt consultations¹⁸. S'il est probable que cet écart soit dû à des causes externes (situation différente des deux villes sur le plan socio-économique), il montre que les consultations ne constituaient pas à elles seules la solution miracle pour contrer la mortalité infantile.

18. Carhif, archives ONE, procès-verbal du Comité médical supérieur, 28/1/1939.

Une étude de cas : l'Entraide des travailleuses

Comment les œuvres catholiques de l'enfance ont-elles pu mettre en pratique leurs préceptes religieux auprès des populations urbaines ? L'Entraide des travailleuses, qui a conservé de précieuses archives, nous en donne un exemple assez révélateur. En 1925, une jeune philanthrope âgée de vingt-quatre ans, Marie-Thérèse Robyns de Schneidauer, par ailleurs active au sein de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine, réunit autour d'elle quelques amies afin d'organiser des visites à des malades ou à des personnes âgées démunies dans le quartier des Marolles à Bruxelles. Au nombre de douze, elles se dénomment « Association des Âmes Apôtres (AAA) » avant d'adopter la dénomination plus neutre d'Entraide des travailleuses. Situés au cœur de la ville, les Marolles sont composés de ruelles surpeuplées où réside une population paupérisée et marginalisée qui prend une part active aux mouvements sociaux qui agitent la ville dès la fin du XIX^e siècle. C'est à ses portes qu'est construite la Maison du Peuple du Parti ouvrier belge en 1899. L'Entraide s'installe donc dans un quartier populaire et revendicatif qui affiche des modes de vie bien éloignés de la morale chrétienne, un quartier qui peut paraître menaçant comme le révèlent ces propos significatifs de l'abbé Kothen :

En plein centre de notre capitale, [...] toute une population vit aujourd'hui en dehors de toute influence de l'Église. [...] Nous ne croyons pas qu'il y ait en Belgique un coin si déshérité [...], ayant totalement perdu le sens chrétien ; la morale naturelle elle-même semble en être bannie. À voir et entendre certains spectacles dans les ruelles et les taudis, on se demande si on a encore des hommes devant soi ou des animaux. [...] Cette masse est largement entamée par le socialisme, qui remplace pour elle le catholicisme. Tout le quartier des Marolles est d'ailleurs à l'ombre de la cathédrale rouge, la MAISON DU PEUPLE. Déjà le communisme grignote de-ci de-là et surtout dans les rangs de la jeunesse. [...] Pour rétablir le contact entre le clergé et le peuple, nous voudrions être un poste d'avant-garde, dont le caractère n'effaroucherait pas cette population qui a horreur de l'embrigadement par les « curés »¹⁹.

Après avoir étendu ses activités aux enfants du quartier (catéchisme, garderies, mouvements de jeunesse), l'Entraide organise en 1930 un dispensaire pour assurer des consultations médicales et des soins à domicile gratuits à la population indigente du quartier. Dans ses statuts fixés en 1931, elle adopte comme objectif « la création et la gestion de dispensaires, de garderies d'enfants, de patronages et de toutes institutions analogues en vue d'exercer sur la famille et l'enfance ouvrière une influence moralisatrice et sociale²⁰ ». Le service médical, qui prend rapidement de l'extension, devient la base de l'organisation. En 1934, sept médecins donnent bénévolement plus de 9 000 consultations médicales. À côté des services médicaux gratuits est créé un service social qui multiplie les

19. Entraide des travailleuses, « problèmes apostoliques posés dans le quartier des Marolles (Bruxelles-centre) », notes manuscrites, s.d.

20. Entraide des travailleuses, *statuts*, 1931.

visites à domicile pour étudier la situation sociale des familles et identifier les aides nécessaires, mais aussi pour propager la morale chrétienne. En 1934, cinq infirmières rémunérées réalisent ensemble plus de 11 000 visites à domicile, tandis que quarante visiteurs et visiteuses non rémunérées (souvent de jeunes travailleuses, ouvrières ou employées, qui exercent cette activité bénévole après leur travail) assurent de leur côté 10 000 visites. En 1936, près de 3 000 familles ont recours aux différents services de l'Entraide. Créées en 1932, une consultation de nourrissons et une consultation prénatale s'ajoutent au dispositif médical initial, « travail supplémentaire considérable mais moyen puissant pour pénétrer dans toutes les familles du quartier²¹ ». La consultation de nourrissons, avec près de 300 enfants inscrits en 1935, est la plus grosse consultation bruxelloise et l'une des plus importantes de l'agglomération. Elle s'adresse à des familles souvent plongées dans la misère, où les naissances se succèdent tout comme les décès infantiles, encore très nombreux²². Les modes de vie sont souvent éloignés du modèle de la famille chrétienne. Si les parents sont pour la plupart mariés à l'église (souvent après la naissance des enfants), beaucoup vivent ouvertement en dehors des liens du mariage. De nombreuses familles sont recomposées et il n'est pas rare que des parents, surtout des femmes, élèvent seuls leurs enfants (veufs et veuves, séparé-e-s, abandonné-e-s, etc.). Des enfants vivent à l'écart de leurs parents biologiques, dans la famille élargie, dans des institutions, etc. Les parents sont souvent ouvriers ou exercent de petits métiers (colporteurs-euses, marchand-e-s ambulants-e-s, chiffonier-ère-s, etc.). Des pères sont au chômage, des mères travaillent. Des problèmes de violence et d'alcoolisme sont aussi souvent évoqués. Dans ce contexte, quelle a pu être la portée religieuse et moralisatrice de l'Entraide des travailleuses ? Centrée sur l'aide médicale gratuite, qui répond manifestement à un besoin, l'association obtient rapidement une assise importante auprès de la population des Marolles et alentours, comme l'attestent les milliers de dossiers médicaux et sociaux constitués dès ses premières années d'activité. Le dispensaire est ouvert tous les jours, du matin au soir, afin d'être accessible aux travailleurs et aux travailleuses en dehors des heures de travail. La consultation de nourrissons elle-même est organisée le samedi, ce qui est exceptionnel, afin de toucher les enfants dont les parents travaillent. Vu son succès, l'influence de l'Entraide n'a certainement pas été anodine et mérite qu'on s'y attarde. Dès l'origine, sa fondatrice Marie-Thérèse Robyns de Schneidauer énonce clairement son objectif apostolique. Avec le soutien des autorités ecclésiastiques, elle entend

aller visiter les pauvres gens, pour leur porter un sourire d'amitié, leur porter surtout quelque chose du Bon Dieu. [...] Il y a tant à faire ; des adultes qui n'ont pas fait leur première communion, qui ne sont pas mariés et des enfants de 14/15 ans qui ignorent

21. Entraide des travailleuses, cahier manuscrit, v. 1937.

22. Des statistiques sur la composition des familles suivies entre 1929 et 1936 évoquent 4 971 enfants en vie et 2 395 enfants décédés, Entraide des travailleuses, statistiques, v. 1936.

même que le Bon Dieu existe. Pays de mission à défricher ! [...] Le quartier des Marolles suffit amplement à notre activité. C'est une ville dans une grande ville. Puisque les gens nous font confiance, allons de l'avant²³ !

L'aide médicale n'est pas un choix fortuit. Il s'agit d'approcher plus facilement les familles et de « soigner les corps pour mieux atteindre les âmes²⁴ », suivant la formule consacrée. Si les médecins, infirmières et travailleuses sociales veillent avant tout à l'amélioration de la situation sociale et sanitaire, les visiteurs et visiteuses bénévoles sont chargés de leur côté de propager la foi religieuse et des modes de vie conformes à la morale chrétienne. Et de ce point de vue, on s'en doute, le travail ne manque pas dans ce quartier. L'Entraide développe l'aide médico-sociale pour s'intégrer dans un quartier difficile, en entendant bien ramener ses bénéficiaires dans le droit chemin. Au-delà de l'aspect sanitaire, elle traque donc aussi les situations jugées immorales et tente d'y remédier. Elle comptabilise le nombre de baptêmes, de communions, de confirmations, de mariages, de fréquentations du catéchisme et de derniers sacrements obtenus par son intermédiaire, ce qui montre clairement la pression morale qui pouvait s'exercer sur les familles. Mais pour quel résultat ? Vers 1936, l'Entraide établit des statistiques qui sont loin d'être convaincantes. Sur 2 913 dossiers familiaux analysés, portant sur six années d'activités, elle répertorie, obtenus grâce à son intermédiaire : 15 baptêmes, 174 premières communions, 63 confirmations, 90 mariages, 24 derniers sacrements et quelques dizaines de catéchismes (enfants et adulte), mais elle comptabilise aussi les presque 2 000 interventions auprès des organismes d'assistance publics ou privés pour l'obtention de différents secours (aide matérielle ou financière, insertion professionnelle, aide au logement, etc.), interventions auxquelles il faut ajouter les milliers de consultations médicales gratuites²⁵. L'aide médico-sociale aurait-elle pris le pas sur la mission apostolique ? Ce qui paraît certain, c'est que la mission éducatrice et moralisatrice n'est pas aisée à réaliser, comme en attestent différents témoignages. Un rapport sur le fonctionnement de la consultation de nourrissons évoque les difficultés rencontrées par les visiteuses : « Habitude d'hygiène et habillement des bébés sont des plus fantaisistes. [...] La lutte contre les préjugés est extrêmement difficile²⁶. » Un autre document de l'Entraide évoque

l'apathie du peuple marollien auprès duquel il faut savoir inlassablement recommencer, pendant des semaines, des mois voire des années, son action éducatrice, sans même le faire remarquer pour ne pas éveiller la chatouilleuse susceptibilité de ce petit peuple frondeur, indiscipliné et farouche²⁷.

Quant à la mission religieuse, qui doit s'exercer auprès d'une population manifestement peu réceptive, elle semble finalement laissée au second plan, comme le laisse supposer ce document sur le rôle des visiteuses :

23. Entraide des travailleuses, cahier manuscrit, v. 1937.

24. *Idem*.

25. Entraide des travailleuses, statistiques, v. 1936.

26. Entraide des travailleuses, consultation de nourrissons, rapport, fin années 1930.

27. Entraide des travailleuses, notes manuscrites, s.d.

La question la plus délicate et cependant essentielle est celle du contact religieux à établir. Nous aurons souvent affaire à des êtres que la souffrance a rendus révoltés, à des malades qui, autrefois, ont été sur les bancs du catéchisme mais que la vie, leur vie, cette lutte constante, obsédante contre la pauvreté, a éloigné de l'église, du bon Dieu, jusqu'à l'oublier parfois entièrement. [...] La visiteuse chrétienne sera souvent la seule occasion directe d'une reprise de contact avec la vie spirituelle. C'est nous qui la leur rappelons et peut-être, inconsciemment, jugeront-ils de la religion catholique à travers nous, par notre manière d'agir, notre compréhension de leur souffrance, notre charité. [...] Il ne faut pas tenter d'obtenir du malade une transformation soudaine de sa mentalité, de ses tendances, de son caractère et, à plus forte raison de ses croyances. Il est, comme nous tous d'ailleurs, tributaire de son milieu, de son éducation, de son passé. Il n'a pas été éduqué, ni formé comme nous. [...] Pour le comprendre, et ceci est primordial, il faut savoir se mettre à la place de la famille que nous visitons. [...] Surtout, oui surtout ne condamnons pas. Que serions-nous si nos parents nous avaient élevés comme l'a été celui auprès duquel nous venons exercer notre apostolat²⁸ ?

Dans un article paru dans le quotidien *La Libre Belgique* en 1934, un journaliste interroge une actrice de l'Entraide sur les bénéficiaires de l'aide médicale :

« Sont-ils reconnaissants ? » Notre interlocutrice fait un geste qui signifie « Comment peut-il poser cette question ? » : « Bien sûr, mais d'expérience personnelle, nous savons que le métier... d'apôtre n'est pas toujours encouragé par la gratitude des protégés²⁹. »

Pragmatique, l'Entraide essaie avant tout de se faire accepter par une population qui n'est manifestement pas passive face aux injonctions moralisatrices et aux tentatives de contrôle social. C'est elle qui semble finalement s'adapter aux habitants des Marolles, plutôt que les habitants à ses injonctions. Dans leurs tentatives de « domestication », les infirmières sont invitées à se montrer patientes et amicales et à s'identifier aux familles :

L'infirmière a et doit avoir souci de faire siennes les angoisses, les inquiétudes du malade et de sa famille et de rendre à celui qui souffre mille petits services qui dépassent le devoir strictement professionnel mais qui, en soulageant le malade, conquiert et son cœur et sa confiance³⁰.

Les visiteuses bénévoles doivent aussi agir avec tact : il leur est conseillé de porter une toilette sobre, mais pas démodée, afin de ne pas souligner les différences sociales et de ne pas susciter des sentiments d'envie (éviter les bijoux, les fourrures, etc.). Et elles doivent surtout bien connaître les nouveaux mécanismes de l'action sociale qui sont en plein développement durant l'entre-deux-guerres : lois sociales, sociétés d'habitations à bon marché, caisses d'allocation (commissions d'assistance publique, mutualités, chômage, allocations familiales, pensions), organismes venant en aide aux enfants (ONE, colonies scolaires, juges des enfants). Cette tendance pragmatique s'affirme aussi dans les formulaires d'enquête sociale que les visiteuses doivent compléter. Ces formulaires contiennent

28. Entraide des travailleuses, notes dactylographiées, s.d.

29. « Les Marolles souffrantes », *La Libre Belgique*, 19/3/1934.

30. Entraide des travailleuses, conférence de M.-Th. Robyns de Schneidauer, v. 1942.

des questions relatives à la situation familiale, sanitaire, hygiénique, financière et morale des familles visitées. Une partie du questionnaire intitulée « Identification morale et religieuse » est destinée à évaluer la situation religieuse du ménage : paroisse, mariage religieux, respect des rites religieux pour les enfants (baptêmes, etc.), type de lectures (journaux, etc.). Les enquêteuses qui travaillent dans le cadre de la consultation de nourrissons répondent avec minutie aux questions qui se rapportent à la composition du ménage, à l'état du logement et aux soins donnés à l'enfant (soins donnés par la mère, couchette individuelle, promenades, bains, type d'alimentation). Elles s'intéressent aussi aux capacités ménagères de la mère de famille. Lors de leurs visites, elles montrent aux mères comment préparer les biberons, surveillent le régime et les soins donnés au nourrisson et soignent les enfants malades. Des démarches sont aussi entreprises auprès du service social de l'ONE pour obtenir des berceaux ou des secours urgents. En revanche, il est étonnant de constater que pour ce qui concerne la situation morale des familles, les visiteuses se contentent généralement d'évaluer l'entente qui règne au sein du couple. Travaillant pour une association dont l'objectif apostolique est théoriquement prioritaire, les enquêteuses semblent finalement s'intéresser assez peu à l'aspect moral et religieux. Une dirigeante de l'Entraide souligne d'ailleurs dans un rapport sur le fonctionnement de la consultation de nourrissons qu'il faut leur rappeler

le but primordial de l'Entraide et même le mécanisme de l'œuvre ; leur rappeler que la consultation de nourrissons est un rouage dans l'œuvre elle-même, et qui doit aider et préparer l'apostolat dans les familles. J'ai constaté, à ce sujet, une ignorance totale que je me suis, ces derniers temps, efforcée d'éclairer³¹.

Le cas de l'Entraide des travailleuses, bien qu'isolé, montre toute l'ambiguïté du rôle qu'ont pu jouer les œuvres sociales catholiques. L'association a organisé des services médicaux gratuits, la « kliniekske » comme elle était surnommée dans le quartier, qui offraient des opportunités aux habitants pauvres du quartier. L'accueil favorable des habitants a été sans doute à la mesure de l'intérêt porté aux services proposés, et l'Entraide a certainement joué un rôle d'intégration sociale auprès des populations précarisées. Si l'action médicale et sanitaire était très clairement motivée par un dessein moralisateur et apostolique, l'influence semble avoir été assez maigre sur le plan religieux. L'objectif apostolique semble même avoir été négligé par les médecins et les travailleuses sociales, sans doute confrontés à des situations sociales et médicales dramatiques qui absorbaient toute leur énergie. Nous n'avons pas suivi de près l'histoire de l'Entraide au-delà de la Deuxième guerre mondiale, mais aujourd'hui, l'association existe toujours et continue à assurer des services médico-sociaux gratuits à la population pauvre des Marolles. Mais toute allusion à la religion a disparu³².

31. Entraide des travailleuses, consultation de nourrissons, rapport, fin années 1930.

32. www.entraide-marolles.be

L'Entraide des Marolles (nom adopté en 2004) s'est sans conteste adaptée à la ville et à ses habitants. Ces conclusions, que nous ne pouvons bien sûr pas généraliser, montrent cependant fort bien les effets contrastés des tentatives de contrôle social.

En guise de bilan

Les consultations de nourrissons qui se sont développées à l'aube du XX^e siècle ont représenté un enjeu majeur pour pénétrer dans les familles, influencer les rôles parentaux et freiner la déchristianisation des populations urbaines. C'est pourquoi les catholiques ont élaboré différentes stratégies pour contrôler l'organisme officiel chargé de leur supervision, l'ONE, et les comités des œuvres locales. Mais pour quel résultat ? Les œuvres catholiques ont soutenu des discours religieux et conservateurs qui, souvent inadaptés à la ville, n'ont pas eu l'effet escompté. La coexistence de consultations d'opinions différentes a en effet rendu plus complexes les relations de pouvoir entre les œuvres et leurs bénéficiaires. Dans un contexte de concurrence acharnée, c'est finalement surtout la séduction des jeunes mères qui s'est imposée. Si la pression morale devait certainement s'exercer, elle ne devait pas être trop coercitive afin de ne pas fâcher les femmes, éducatrices et nouvelles électrices. Les catholiques voulaient (re)christianiser la ville mais les résultats ne sont pas convaincants. La ville continue à s'ouvrir à d'autres modèles qui répondent mieux à son évolution sociale et économique. Même politiquement, les catholiques ne parviennent pas à émerger dans la capitale durant l'entre-deux-guerres, malgré tous les efforts déployés par leurs œuvres sociales. Mais si les velléités apostoliques n'ont pas eu l'effet escompté, les consultations catholiques ont sans conteste participé, comme celles de leurs concurrents, à l'intégration des populations bruxelloises précarisées dans les nouveaux dispositifs de l'aide sociale.

Claudine MARISSAL

Centre d'Archives et de Recherches pour l'Histoire des Femmes (Bruxelles)

c.marissal@amazon.be

Bibliographie

- DE DECKER Annie, ISTA Nathalie, KEYMOLEN Denise, 1994, « Le mouvement ouvrier chrétien féminin » in Gérard E. et Wynants P. (éds.), *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique*, Louvain, Kadoc, p. 324-423.
- DOZON Jean-Pierre, FASSIN Didier (éds.), 2001, *Critique de la santé publique : une approche anthropologique*, Paris, Balland.
- DUPONT-BOUCHAT Marie-Sylvie, 1994, « Entre charité privée et bienfaisance publique : la philanthropie en Belgique au XIX^e siècle » in AREPPOS, *Philanthropies et politiques sociales en Europe (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, Anthropos, p. 29-44.

- GÉRIN Paul, 1994, « Catholicisme social et démocratie chrétienne (1884-1904) » in Gérard E. et Wynants P. (éds.), *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique*, Louvain, Kadoc, t. 1, p. 59-113.
- GESQUIÈRE Isle, JACQUES Catherine, MARISSAL Claudine, 1994, *Dix femmes en politique : les élections communales de 1921*, Gubin E. et Van Molle L. (éds.), Bruxelles, Inbel.
- KESTELOOT Chantal, MARÈS Ann, MARISSAL Claudine, 1996, *Elections communales 1890-1970 : banque de données*, Crédit Communal, Collection Histoire in-8°.
- KEYMOLEN Denise, 2001, *Victoire Cappe (1886-1927) : une vie chrétienne, sociale, féministe*, Louvain, Presses univ. de Louvain.
- MARISSAL Claudine, 2014, *Protéger le jeune enfant. Enjeux sociaux, politiques et sexuels (Belgique, 1890-1940)*, Bruxelles, Éditions de l'Univ. de Bruxelles.
- MASUY-STROOBANT Godelieve, 1983, *Les déterminants de la mortalité infantile : la Belgique d'hier et d'aujourd'hui*, Louvain-la-Neuve, CIACCO.
- PICHÉ Lucie, 2003, *Femmes et changement social au Québec : l'apport de la Jeunesse ouvrière catholique féminine, 1931-1966*, Québec, Presses de l'Univ. Laval.
- REYNEBEAU Marc, 1994, « L'homme sans qualité » in *La séduction des masses. Les années 30 en Belgique*, Bruxelles, CGER, p. 13-73.
- ROLLET Catherine, 1997, « The Fight Against Infant Mortality in the Past: an International Comparison » in Bideau A., Desjardins B., Perez Brignoli H., *Infant and Child Mortality in the Past*, Oxford, Clarendon Press, p. 38-60.
- ROSART Françoise, ZÉLIS Guy (éds.), 1992, *Le monde catholique et la question sociale (1891-1950)*, Bruxelles, Vie ouvrière.
- VANTHEMSCHÉ Guy, 1994, *La sécurité sociale : les origines du système belge, le présent face à son passé*, Bruxelles, De Boeck.

Des œuvres catholiques dans la ville : Bruxelles, 1900-1940

Au XIX^e et durant la première moitié du XX^e siècle, les œuvres de bienfaisance sont nombreuses à quadriller les quartiers ouvriers urbains. Comme le montre l'exemple des œuvres bruxelloises de protection sanitaire du jeune enfant, qui s'adressent aux mères de jeunes enfants, les catholiques utilisent ces œuvres comme des points d'ancrage dans la ville. Ils espèrent grâce à elles inciter les populations ouvrières urbaines à adopter des modes de vie plus conformes à la morale chrétienne. Mais les résultats ne sont pas à la hauteur de leurs espérances. Les œuvres catholiques espéraient modifier les comportements, mais il semble qu'elles aient plutôt été obligées de s'adapter aux modes de vie urbains.

Mots-clés : œuvres sociales, contrôle social, catholicisme, ville, 1900-1950.

Catholic charities in the city: Brussels 1900-1940

During the 19th and the first half of the 20th century, urban neighbourhoods with a working class population were intensively visited by charity organisations. The example of child care organisations in Brussels, addressing mothers of young infants, shows how Catholics used charities to increase their foothold in cities. By means of charities, they hoped to inspire the urban working class to ways of living that were

more in accordance with catholic teaching. However, the results were below expectations. Catholic charities did not manage to change behaviours. It rather seems they were themselves forced to adapt their approach to the realities of urban life.

Key words: charities, social control, Catholicism, cities, 1900-1950.

Obras católicas en la ciudad: Bruselas, 1900-1945

Durante el siglo XIX y la primera mitad del siglo XX, las obras de beneficencia pueblan los barrios obreros urbanos. Como muestra el ejemplo de las obras de Bruselas de protección sanitaria del niño pequeño, que se dirigen a las madres los niños, los católicos usan estas obras como puntos de anclaje en la ciudad. Esperan que, gracias a ellas, las poblaciones obreras urbanas adopten modos de vida más acordes a la moral cristiana. Pero los resultados no están a la altura de sus esperanzas. Las obras católicas esperaban modificar los comportamientos, pero, aparentemente, se verificó el proceso inverso y éstas se vieron obligadas a adaptarse a los modos de vida urbanos.

Palabras clave: obras sociales, control social, catolicismo, ciudad, 1900-1950.

